

Entretien avec Eric Capoen, coordinateur régional d'Eclosio pour la zone andine (Pérou- Bolivie)

Publié sur le site du CEPES, le 13 décembre 2023

<https://cepes.org.pe/2023/12/13/eclosio-familias-campesinas-tienen-la-sensacion-de-que-el-estado-las-ha-abandonado/>

Le Cepes, pour la troisième année consécutive, développe une campagne dans le but d'informer et de sensibiliser les autorités et les citoyens sur l'aggravation de la crise alimentaire et la menace du phénomène côtier El Niño. Pensez-vous que notre pays est devenu le plus insécurisé sur le plan alimentaire ?

Les données publiées par les Nations unies cette année sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde montrent que la situation continue d'être, comme elle l'a toujours été, bien pire dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et même dans certains pays de la région comme Haïti et le Venezuela, bien qu'il soit regrettable que l'État péruvien n'ait pas communiqué certaines données pour ces rapports mondiaux, ce qui nous empêche d'avoir une image complète.

Mais ce qui est le plus inquiétant dans des pays comme le Pérou - et aussi dans d'autres pays de la région comme l'Argentine - ce sont les tendances observées depuis la pandémie, comme le montre le récent rapport sur l'indice mondial de la faim dans le pays. On a cru à un moment donné que l'effet de la pandémie serait temporaire et qu'une fois la crise passée, les chiffres de la faim reprendraient leur tendance à la baisse, mais force est de constater que ce n'est pas le cas, qu'ils continuent plutôt à augmenter et qu'il semblerait que les améliorations observées dans les années 2010 se soient inversées...

D'après votre travail dans les campagnes, connaissez-vous des cas de ruraux qui n'ont pas accès à une alimentation suffisante et nutritive, et quelle serait la raison pour laquelle ils ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires ?

Grâce à notre travail, nous sommes plus proches de ce qui se passe dans les hauts plateaux, qui restent la région la plus pauvre et la plus touchée par l'insécurité alimentaire dans le pays. De nombreuses familles n'ont pas assez de nourriture en termes de quantité et de qualité (diversité, sécurité). Certaines personnes doivent limiter leur consommation de nourriture, en réduisant leurs rations ou en sautant des repas. Cette situation n'est pas nouvelle, mais elle s'est aggravée au cours des dernières années et des derniers mois. Au cours du premier semestre de cette année, suivant la

tendance de 2022, le prix de plusieurs produits a grimpé en flèche, par exemple le poulet et plusieurs légumes. Plusieurs facteurs externes sont connus pour avoir influencé cette situation (volatilité des prix du pétrole, conflit en Ukraine, etc.) Par la suite, l'inflation a diminué, mais plus lentement au Pérou que dans les pays voisins, principalement en raison de la crise sociopolitique et de facteurs climatiques tels que les pluies dans le nord et la sécheresse prolongée dans le sud. En fait, ces deux facteurs intérieurs restent les principales menaces pour les mois à venir, auxquelles s'ajoute l'incertitude de la géopolitique mondiale due au conflit israélo-palestinien.

Tout cela a eu un impact sur la capacité financière des ménages ruraux à avoir un régime alimentaire diversifié. D'où l'importance de la stratégie des familles rurales consistant à maintenir une variété de cultures et de bétail, y compris les jardins potagers et les petits animaux. Il a même été observé que cette stratégie leur a permis d'amortir certains effets des multiples crises survenues depuis 2020.

Nous savons que l'insécurité alimentaire touche toutes les régions du pays, et pas seulement les zones rurales. Les données sur la faim montrent que c'est dans les grandes villes de la côte, à commencer par Lima, que la situation de la sécurité alimentaire et de la faim s'est le plus détériorée ces dernières années, atteignant des niveaux aussi préoccupants que dans la jungle, alors qu'il y a dix ans, on parlait de situations très différentes entre les deux régions. La précarité de l'emploi urbain est très préoccupante. Ce qui se passe depuis la pandémie de casseroles démontre la situation de faim qui existe, mais c'est en même temps une formidable démonstration de la capacité d'organisation sociale, avec un visage très féminin, face à un État faible, pour ne pas dire absent.

Dans le cas des agriculteurs du sud du pays, le manque de pluie a endommagé le bétail et les cultures. Quelles sont les demandes de ces hommes et femmes pour pouvoir faire face à cette situation regrettable ?

La situation de sécheresse dans les Andes méridionales dure depuis plus d'un an. Elle s'est étendue à d'autres régions et, dans le cas de Puno, la situation est devenue critique pour la production de lait, de céréales andines, de fibres d'alpaga, etc. En septembre, plusieurs maires, dont celui de Puno, ont demandé au gouvernement central de déclarer les départements des Andes méridionales en situation d'urgence en raison du déficit hydrique et de prendre des mesures à court terme. Les demandes sont multiples. Certaines visent à faire face à l'urgence à très court terme, comme la distribution d'aliments pour le bétail ou de bons pour couvrir les pertes. D'autres ont une portée plus lointaine dans le temps, comme la massification des infrastructures d'irrigation ou des programmes de plantation et de récolte d'eau. Évidemment, dans un contexte sociopolitique où les demandes des communautés du sud de la région andine sont beaucoup plus larges, ne visant pas seulement l'eau, mais aussi des demandes liées à la justice sociale et aux droits.

Un phénomène mondial El Niño se profile à l'horizon et pourrait être intense. Dans ce cas, le gouvernement dispose-t-il de politiques claires pour y faire face ?

Jusqu'à présent, les réponses de l'État ont été très partielles. Dans le cas de la sécheresse prolongée dans le sud, l'État a distribué cette année des primes de sécheresse à certains agriculteurs. Il a également tenté de répondre par une assurance agricole catastrophique, mais il ne s'agit que de rustines face à un problème bien plus important. Elles ne profitent qu'à un pourcentage minime de familles d'agriculteurs et nous parlons de montants qui ne couvrent pas vraiment l'ampleur du phénomène.

De plus, il y a un manque d'efficacité et une grande lenteur dans l'exécution des budgets disponibles, ce que l'on constate de manière récurrente, par exemple sur la côte nord, pensons à la reconstruction après les ravages du El Niño côtier de 2017, ou maintenant après les pluies du mois de mars avec le cyclone Yaku dans les mêmes zones.

Pour revenir à la question des sécheresses, l'État a de nouveau déclaré en septembre l'état d'urgence dans plusieurs districts de nombreuses régions du pays, ce qui devrait accélérer la mise en œuvre des travaux, mais le budget alloué n'est pas suffisant pour pouvoir agir réellement. Dans certaines régions, comme Huancavelica, des tables rondes ont été mises en place pour faire face à la crise agricole. Des programmes publics s'efforcent, par exemple, de creuser des puits et d'améliorer les infrastructures d'irrigation.

Nous devons reconnaître que si l'État est faible, c'est en partie à cause de divers facteurs structurels : nous avons un niveau élevé d'emploi informel et nous sommes dans un pays où la base fiscale n'est pas suffisamment consolidée pour s'attaquer à un problème aussi vaste aussi efficacement que nous le souhaiterions. Il faut se féliciter de l'existence d'un plan de relance économique - le plan Unidos, qui a été communiqué récemment - et de l'inclusion d'un milliard de soles pour la relance du secteur agricole, afin d'atténuer les effets du Niño mondial et de soutenir les petits agriculteurs. Mais à titre de comparaison, le même plan prévoit un montant 17 fois supérieur pour l'exécution de sept projets miniers, dans le cadre d'une stratégie de choc d'investissement. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement d'un manque d'argent, mais aussi d'une orientation claire vers d'autres priorités, c'est-à-dire d'une question de volonté politique. Depuis toujours, des montants plus importants ont été alloués au secteur des entreprises, les agro-exportations ont été subventionnées, par exemple par le biais de méga-projets d'irrigation dans le désert côtier, au mépris de la nature. D'autre part, dans de nombreuses zones rurales du pays, les familles paysannes ont le sentiment que l'État les a abandonnées. Depuis la crise sociopolitique d'il y a un an, ce sentiment s'est aggravé, surtout dans la région andine méridionale, passant de l'abandon à l'indifférence et au mépris.

À court terme, l'État péruvien doit-il apporter un soutien économique et technique à l'agriculture pour qu'elle se rétablisse, et doit-il donner la priorité aux plans d'adaptation au changement climatique et de transition vers une agriculture plus résiliente ?

C'est exact. À court terme, les bons ou autres mécanismes d'aide humanitaire sont nécessaires pour faire face aux situations d'urgence. Mais il faut un plan plus stratégique à moyen et long terme, précisément pour prévenir d'autres catastrophes ou en atténuer les effets. Le changement climatique

est en cours. Ce qui est bien, c'est qu'au Pérou, contrairement aux courants minoritaires qui continuent à se faire entendre dans d'autres pays de manière incompréhensible, presque plus personne n'ose le nier. Le malheur, c'est que l'on n'agit guère.

L'ensemencement et la récolte de l'eau ainsi que l'utilisation de l'irrigation technique sont des aspects importants, mais ils ne suffisent pas. Parlons également du modèle de production alimentaire. Il existe des propositions alternatives, telles que l'agroécologie, les systèmes agroforestiers, la conservation des forêts, etc. Elles sont développées, promues par des organisations de la société civile ou par la communauté elle-même, entre autres. Elles sont développées, par exemple par des organisations de la société civile ou par la communauté elle-même, mais toujours de manière isolée, parce qu'elles manquent de soutien institutionnel. L'accent est toujours mis sur les monocultures et l'approche des chaînes de production reste cloisonnée, alors qu'un système de production est un tout et que, pour parvenir à la durabilité, des interactions entre le sol, les plantes, les animaux et les gestionnaires de l'exploitation sont nécessaires. Dans l'agriculture, le système des intrants - pour la plupart nocifs pour l'environnement et la santé - et des extrants, les fameux intrants et extrants du modèle industriel, continue de résister. Comme si la nourriture n'était qu'un simple produit. C'est bien plus que cela, c'est la base de la vie, avec une énorme richesse culturelle à la clé. Et il ne s'agit pas seulement de la (des) manière(s) dont les aliments sont produits. Les circuits de commercialisation et de distribution des aliments, qui impliquent des transports sur de longues distances et des problèmes de gaspillage alimentaire, sont également discutables. À cet égard, il existe également un nombre croissant d'initiatives intéressantes de circuits courts, de foires de différents types et noms qui permettent aux producteurs de raccourcir la chaîne, à Lima et dans les régions. Le MIDAGRI a participé à certaines de ces initiatives. Il existe des normes, des lois et des plans, par exemple le plan national pour l'agriculture familiale, le plan national pour la promotion et l'encouragement de la production biologique, etc. D'autre part, il y a eu plusieurs propositions de lois sur la table qui constituent de graves menaces pour l'environnement et en particulier pour l'Amazonie, l'un des poumons de la planète. Encore une fois, c'est une question de volonté politique. En fin de compte, c'est une question de modèle de développement : optons-nous pour une agriculture familiale diversifiée, une multitude de systèmes alimentaires locaux interconnectés, ou pour l'agro-exportation et l'exploitation minière, en réglant les problèmes qu'elles génèrent et en fournissant des soins d'urgence aux personnes qu'elles laissent derrière elles ?

Le rôle des femmes est essentiel pour faire face à la menace des crises alimentaires et à l'impact d'El Niño, mais elles sont aussi les plus vulnérables. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont-elles des éléments clés à ce stade ?

En effet. Les femmes souffrent de nombreux écarts entre les sexes et l'un d'entre eux est qu'elles souffrent davantage de l'insécurité alimentaire que les hommes. Dans les enquêtes, les femmes répondent plus souvent par l'affirmative que les hommes aux questions sur l'existence de la faim chez un ou plusieurs membres de leur ménage. Cela peut s'expliquer par le fait qu'elles mangent moins que les hommes ou qu'elles sont plus conscientes que quelqu'un dans leur ménage a eu faim. Il est probable que ce soit les deux...

Dans les campagnes, nous assistons à une féminisation de l'agriculture familiale, les hommes migrant davantage à la recherche d'opportunités économiques. Par conséquent, le rôle des femmes dans la production alimentaire au sein de l'agriculture familiale, qui a toujours été crucial en soi (soins aux animaux, gestion des jardins à proximité de la maison, etc. Or, on sait que l'agriculture familiale représente entre 55 % et 60 % de l'approvisionnement alimentaire du pays...

En réalité, cette féminisation de l'agriculture familiale n'est pas révélée à sa juste mesure dans les enquêtes officielles, simplement par l'utilisation de la question "nom du chef de ménage" dans ces enquêtes - question que je ne comprends toujours pas. Elle implique de répondre par le nom d'une seule personne, ce qui, par inertie culturelle ou parce que l'on veut considérer la personne qui apporte (plus) de revenus, conduit le plus souvent à indiquer l'homme dans le cas des ménages biparentaux. Cela ne signifie pas, dans le cas des familles d'agriculteurs, que la femme n'est pas aussi - ou plus - impliquée dans les activités agricoles que l'homme.

Cette question du chef de famille peut paraître anecdotique, mais je crois qu'elle est révélatrice du chemin à parcourir vers l'égalité des sexes au Pérou. Sans l'autonomie physique, économique et décisionnelle des femmes, un pays ne se développe pas, ou mal. Pour atteindre cette autonomie, en partant des lacunes existantes, il faut travailler sur l'autonomisation ; l'autonomisation entendue comme une stratégie visant à remettre en question et à changer les structures et les relations de pouvoir qui perpétuent les inégalités entre les hommes et les femmes. Cela implique une discrimination positive dans les politiques publiques. Il existe quelques propositions intéressantes, comme le fonds pour l'entrepreneuriat des femmes rurales et indigènes du MIDAGRI.

Malheureusement, il s'agit de petits fonds, et comme le propose Conveagro, ils devraient être élargis et accompagnés d'un programme d'aide aux femmes rurales, mais disons que c'est un effort à faire dans un ministère aussi "masculin". D'autre part, dans le Plan de Réactivation Uni, il n'y a aucune mention des femmes ou des questions de genre et des lacunes. Au contraire, il existe des courants ultra-conservateurs avec des quotas de pouvoir croissants qui remettent en question l'approche de genre (cela s'est reflété dans la loi 904-2021, qui propose une intervention obligatoire des parents dans la production de matériel éducatif, mettant en péril l'autonomie du ministère de l'éducation en tant qu'organe directeur dans ce domaine), ce qui met en péril les droits des femmes. Un point d'entrée politique féministe est nécessaire au niveau national. Et nous constatons que pour y parvenir, il ne suffit pas d'avoir une femme présidente.

Face à ces graves menaces, quel est le travail du programme impulsAS au Pérou ?

impulsAS, notre programme, cherche, comme son nom l'indique, à promouvoir des systèmes alimentaires durables avec une approche basée sur les droits de l'homme. Nous le faisons à partir de notre position d'ONG universitaire, en cherchant à nous positionner comme un pont entre la communauté et le monde académique. Nous travaillons directement avec des organisations de la société civile, qui s'articulent avec une diversité d'acteurs, y compris le secteur public. Nous sommes confrontés à des problèmes de grande envergure, qui dépassent en eux-mêmes notre champ d'action, mais notre contribution est un grain de sable et nous pensons que chaque grain de sable compte.

D'une part, nous soutenons les dynamiques locales dans les zones rurales. Dans les hauts plateaux d'Ancash, notre partenaire DIACONIA soutient des processus de transition agro-écologique dans les hautes terres andines de la province d'Aija, ce qui inclut la production agricole elle-même, sa diversification tout en prenant soin des sols et de l'environnement, mais aussi la question critique de l'eau, la question de la sécurité alimentaire, du marché et des systèmes alimentaires. Cela nécessite des processus de recherche-action, par exemple dans le domaine de l'ensemencement et de la récolte de l'eau, où les agriculteurs-chercheurs analysent les solutions au changement climatique et sauvent également les connaissances ancestrales tout en s'ouvrant à de nouvelles techniques compatibles. Cela nécessite également des coopérations et des alliances, notamment avec les municipalités, les communautés paysannes, l'université de Huaraz, etc. À Ancash, nous bénéficions également du soutien d'un partenaire spécialisé dans le genre, le Grupo Género y Economía, qui travaille sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par l'intermédiaire de promoteurs de genre. Par ailleurs, à Junín, dans un contexte très différent, la Central Café y Cacao promeut les systèmes agroforestiers auprès des producteurs de cacao. Par ailleurs, notre partenaire du programme impulsAS, Louvain Coopération, est actif à Puno et Arequipa.

D'autre part, nous soutenons le travail de recherche, de plaidoyer, de consultation, de campagne et de sensibilisation que nos partenaires effectuent au niveau national. Nous pensons que leurs contributions sont essentielles pour faire face à ces crises multiples : maintenir une vision et une analyse critique de la situation du pays, comme le fait le CEPES, entre autres, à travers la Revista Agraria ; proposer des agendas au gouvernement central pour faire face à la crise alimentaire et agricole, comme l'a fait récemment le Conveagro avec une proposition de 14 mesures à court et moyen terme ; encourager l'implication des jeunes dans les questions liées à l'agriculture et à l'alimentation, et promouvoir des espaces de sensibilisation du public avec eux, comme le fait Slow Food Pérou ; sensibiliser les consommateurs à l'importance de l'agriculture familiale biologique et de la consommation d'aliments sains, diversifiés et sûrs, comme le fait le Consortium péruvien pour l'agroécologie, avec notamment le récent contrôle citoyen des pesticides dans les légumes de quatre régions du pays et le festival KUSKA Fest qui a lieu cette semaine.

Nous nous concentrons également sur les synergies entre les acteurs. Nous facilitons la mise en place d'une plateforme entre nos partenaires, à la recherche de liens et d'un retour d'information mutuel entre les processus territoriaux locaux et les actions plus larges. Nous essayons toujours de nous connecter avec d'autres organisations de coopération qui promeuvent des processus similaires ou complémentaires.

Nous avons mentionné plus haut la campagne Cepes. Soutenez-vous la campagne "Crise alimentaire et catastrophes : le pire des scénarios" ?

Oui, sans aucun doute ! Nous sommes à un moment critique. Nous devons tous agir. Le contexte politique du pays est complexe et ne favorise pas une action concertée entre l'Etat et la société civile. Mais les propositions de sortie, d'alternatives, doivent continuer à affluer. Un dialogue large et pluriel est la seule façon d'avancer durablement.